



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 8, n°2 | Juillet 2017

Lutte contre le changement climatique et maîtrise de la demande d'énergie

Marcel Jollivet, 2015, *Pour une transition écologique citoyenne*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 140 pages

Christelle Audouit



Éditeur

Réseau « Développement durable et territoires fragiles »

Édition électronique

URL : [http://](http://developpementdurable.revues.org/11802)

developpementdurable.revues.org/11802

ISSN : 1772-9971

Référence électronique

Christelle Audouit, « Marcel Jollivet, 2015, *Pour une transition écologique citoyenne*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 140 pages », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 8, n°2 | Juillet 2017, mis en ligne le 28 juillet 2017, consulté le 31 août 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/11802>

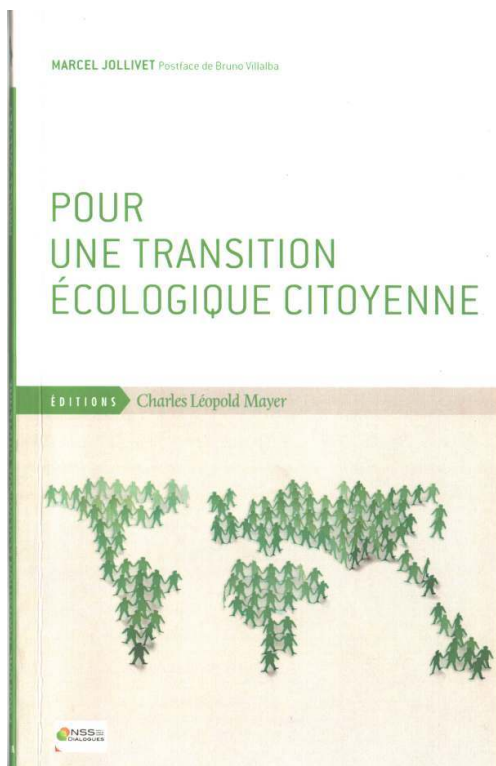
Ce document a été généré automatiquement le 31 août 2017.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Marcel Jollivet, 2015, *Pour une transition écologique citoyenne*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer, 140 pages

Christelle Audouit



- 1 Sociologue spécialiste du monde rural et de l'environnement, Marcel Jollivet met en évidence dans cet ouvrage les termes du débat actuel sur la transition écologique. Pour

cela il s'appuie sur l'analyse des échanges entre les 5 000 participants, dont une centaine d'associations et une cinquantaine de chercheurs, au Forum des associations intitulé « Repenser le développement, la société civile s'engage » qui s'est tenu à la Cité Internationale de Paris en janvier 2011. Pour éclairer les termes du débat identifiés l'auteur commence par replacer la question de la transition écologique citoyenne dans une perspective historique.

1. Approche historique

- 2 La première partie explique comment les années 1970 ont été un tournant dans la manière de se représenter l'avenir lié à la question environnementale. Pour comprendre comment la prise de conscience de la finitude des ressources a émergé et s'est développée, l'auteur fait le parallélisme entre la France et l'Amérique en remontant jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Il montre l'impact de la recherche scientifique et de l'évolution des institutions concernant la question de l'environnement et ce aux échelles nationale et internationale. Les éléments avancés permettent de comprendre comment chacun des deux pays ont trouvé leur propre voie vers la prise de conscience de la nature et de la finitude des ressources naturelles. Celle des États-Unis se fonde sur des bases éthique, philosophique, religieuse, alors qu'en France elle se construit sur l'implication des sociétés savantes et de la société civile à travers le monde associatif pour le développement des connaissances et l'utilisation des ressources. Aux États-Unis, le concept de *wilderness* occupe une place importante dans la question environnementale. L'ouvrage de R. Carson, *Le printemps silencieux* (1962), aura fait office de déclencheur, démontrant qu'une utilisation inconsidérée des pesticides avait des conséquences néfastes tant sur le plan sanitaire qu'écologique. Les années 1970 sont importantes pour le mouvement associatif puisque la section française d'un des plus puissants réseaux de l'écologisme mondial apparaît dans le paysage national. De plus, les contributions sur les relations sociétés-nature de chercheurs militants, tels que Serge Moscovici (1968, 1972, 1974), auront un impact sur les prises de décisions politiques. Actuellement, les mouvements associatifs constituent une force, notamment à travers les fédérations de protection de la nature dans lesquelles sont regroupés plusieurs centaines de milliers d'adhérents émanant de la société civile. Elles sont force de propositions et de contestation dans le combat de la protection de la nature.
- 3 Puis l'auteur explique les débuts difficiles (objectifs, étapes, résultats,..) de l'interdisciplinarité en intégrant les sciences sociales au sein du CNRS pour pouvoir répondre aux interrogations complexes liées à l'environnement. L'objet des programmes visait à mieux comprendre les impacts des activités humaines sur les évolutions des ressources et des milieux naturels afin de remédier à leurs dégradations. Ceci traduit une nouvelle ère des relations entre la recherche et l'univers politique : le ministère dans les années 1970 avait besoin de recherche pour aider à concevoir l'action publique sur ces questions émergentes.
- 4 À la lecture de ce premier essai, le lecteur comprend mieux comment se sont développés les deux visions « extrêmes » qui font débat de nos jours : l'une prônant la « décroissance » se fonde sur la prise de conscience de la finitude des ressources et favorise les relations sociales de « l'être ensemble » ; l'autre visant une société connectée, toujours plus consommatrice d'énergie et de ressources naturelles considère l'avenir comme cela se faisait pendant les Trente Glorieuses.

- 5 De plus, l'auteur décrypte à partir de deux exemples historiques le mode de fonctionnement de l'État en plusieurs étapes face aux questions environnementales. Et il expose les difficultés auxquelles il est actuellement confronté : dans un premier temps, les controverses se développent car l'État tarde à entendre les récriminations de la société et des chercheurs ; si l'ordre public est menacé, l'État entre alors dans une phase d'intervention et reprend les choses en main ; la phase de négociation n'apparaît que dans un troisième temps « *et c'est alors que le rapport de force qu'ont créé les forces sociales concernées devient décisif, car il est celui autour duquel le pouvoir politique cherchera le consensus a minima qui lui permettra d'atteindre son objectif* » (p. 53). Si jusqu'à présent l'État devait atteindre des objectifs sectoriels, bien circonscrits et clairs, la question de la transition écologique s'inscrit dans une tout autre dimension, l'avenir est plein d'incertitudes et demande d'envisager un nouveau modèle de société et d'en fixer la direction, ce qui demeure difficile pour une société dualiste (décroissance/capitalisme).

2. Pour une transition écologique juste. Voix citoyennes croisées

- 6 Dans cette seconde partie de l'ouvrage l'auteur met en évidence les débats à propos des différentes manières de considérer le développement durable. Alors que certains préconisent la croissance verte et d'autres la décroissance, un troisième courant plus systémique propose de revisiter le modèle du développement durable en intégrant les notions de « bien-être », de « bien-vivre », de « sobriété heureuse ». Cela « *suppose donc d'emboîter l'une dans l'autre la question du travail et la question environnementale, car elles sont deux facettes indissociables du même système capitaliste. Mais comment aborder la question de la transition écologique sans se poser celle de la sortie du capitalisme ou du moins d'une mutation radicale la préfigurant ?* » (p. 121). Les questions donc de principe de fonctionnement se posent.
- 7 L'auteur identifie plusieurs pistes de remise en question des principes de fonctionnement de nos sociétés :
- La première remet en cause le fonctionnement démocratique actuel et propose une démocratie plus participative. Le choix de la transition voulue serait la résultante du débat mené sur le fonctionnement de la démocratie. Pour ce faire, il est essentiel d'ouvrir le débat à la société civile afin d'éviter l'oligarchie comme nous le vivons actuellement. Ainsi, les choix des modalités d'une démocratie dite « participative » par des experts, élus, chercheurs et des mouvements associatifs permettraient de développer une « gestion des biens communs » comme cela se fait parfois à l'échelle locale dans le cadre des Agendas 21. De même, il serait souhaitable de sortir du calendrier politique qui impose une vision à court terme ;
 - La deuxième piste prône une démocratisation du débat à propos de l'innovation et une implication plus importante des mouvements associatifs pour leur capacité à poser des questions et à être force de proposition. L'intégration de ces mouvements est un moyen d'éviter que le débat soit restreint aux experts et aux élus ;
 - La troisième piste induit une redéfinition du rôle des mouvements associatifs. Accusés d'amateurisme, ces mouvements sont aujourd'hui contraints de se « professionnaliser » et en viennent à assurer en délégation de l'État ou de collectivités locales des fonctions du service public ou à suivre la logique gestionnaire du monde de l'entreprise. Cette

redéfinition qui pose la question de la solidarité et de l'équité serait un moyen pour favoriser le lien social et pour redonner du sens au développement.

- 8 La dernière piste repérée par l'auteur redéfinit le rôle des experts et implique de repenser le dialogue entre citoyens et chercheurs. Ces derniers garderaient le rôle de veilleurs, d'observateurs, d'apport de connaissances et d'analyse et de conceptualisation mais sans omettre leur rôle social, puisqu'ils font partie de la société civile. Si le développement de l'interdisciplinarité n'est plus à discuter, l'auteur insiste sur l'importance à réserver une place plus grande à la société civile dans le domaine de la recherche. « *L'excellence ne préfigure pas de la pertinence ; toute expertise comporte au moins un double registre : celui des connaissances, celui des valeurs et des représentations* » (p. 100). « *Ce devrait être l'occasion de mettre fin au culte de la technologie en lui redonnant une place plus modeste dans les enjeux de la vie en société et en la soumettant au sens d'une culture de la vie en société* » (p. 101).

3. La postface

- 9 La postface de Bruno Villalba, intitulée *La démocratie en question face à la crise écologique*, apporte également des pistes de compréhension, et ce sur la démocratie et ses dépassements possibles vers une transition écologique. Elle s'articule autour de trois pistes de réflexion : le fondement philosophique du projet démocratique, la mise en pratique et son principe de négociation. Le fondement philosophique du projet démocratique est basé sur le fait que l'individu accède à la liberté, à l'émancipation de sa condition grâce à l'utilisation des ressources qu'il puise dans l'environnement. La finitude des ressources posent donc trois conditions quant à l'utilisation de ces ressources dans le projet démocratique :
- l'égalité – « *...imaginer des politiques de lutte contre les inégalités sociales qui incluraient davantage les inégalités écologiques* » (p. 128)
 - les conditions d'équité – « *...la possibilité et les conditions d'une répartition des biens au regard des contraintes matérielles posées par les limites environnementales.* » (p 128)
 - la place de l'individu.
- 10 Quant à la pratique de la démocratie, celle-ci en France est actuellement remise en cause pour deux raisons : la capacité de décision des citoyens diminue progressivement au profit d'une oligarchie et une inégalité de moyens notamment financiers quant à bénéficier des ressources entre ceux qui décident et les citoyens. Et enfin, le principe de négociation et les exigences de la crise écologique, qui soulèvent la question de l'adaptation, voire de l'improvisation. Si « *on ne négocie pas avec la nature* » (p. 130), il faut bien prioriser les enjeux. Pour ce faire, gérer cette transition à l'urgence écologique, de nouveaux dispositifs et outils deviennent nécessaires.

BIBLIOGRAPHIE

Carson R., 1962, *Silent Spring*, Boston, New York, Houghton Mifflin Company.

Larrère C., 1997, *Les philosophies de l'environnement*, Paris, PUF.

Moscovici S., 1968, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion.

Moscovici S., 1972, *La Société contre nature*, Paris, Union générale d'éditions.

Moscovici S., 1974, *Hommes domestiques et hommes sauvages*, Paris, Christian Bourgeois Éditeur.

AUTEUR

CHRISTELLE AUDOUIT

Christelle Audouit est ingénieure de recherche en géographie au laboratoire TVES – Université de Lille. Ses travaux traitent des interactions Homme-Nature dans les espaces naturels protégés littoraux. Plus particulièrement, elle étudie la gestion de la fréquentation humaine et ses impacts, la représentation et perception des paysages.